



Déclaration liminaire au CDEN du 17 décembre 2020

Comme un symbole de cette année hors norme, c'est encore une fois par les médias, à 48h de la date concernée, que la FSU et les personnels ont appris les modalités de (dés)organisation de cette fin de semaine.

Mardi 15 décembre, le premier ministre, s'appuyant sur une recommandation du conseil scientifique, a conseillé aux parents de ne pas envoyer leurs enfants à l'école jeudi et vendredi, afin que ces derniers puissent s'isoler une semaine avant les réunions de Noël en famille avec des personnes potentiellement vulnérables.

En revanche, les personnels ont l'obligation d'aller travailler et restent exposés au risque de contamination... Ce n'est pas Noël pour tout le monde !

Depuis le début de la crise sanitaire, la FSU demande qu'à chaque échéance importante, plusieurs scénarios soient élaborés. Alors que tous les signaux montraient ces dernières semaines que la situation sanitaire ne s'améliore pas aussi vite que prévue, rien n'a été prévu par le ministère. Jeudi 10 décembre, à l'occasion du 3eme point sanitaire depuis le début de l'année scolaire, jamais cette hypothèse n'a été évoquée.

Cette annonce est une nouvelle marque de mépris pour les personnels et pour l'école qui se voit à nouveau désorganisée.

La FSU 66 relève une fois de plus le remarquable sens de l'anticipation du gouvernement.

Si le père Noël agit de même, les enfants auront leurs cadeaux le 15 juin 2021.

Il fait peser aujourd'hui sur les parents la responsabilité d'envoyer ou non leurs enfants en classe en fonction de l'évaluation qu'ils et elles font de la situation sanitaire. Cette recommandation est inadmissible. Elle va également créer une rupture d'égalité entre les familles qui auront la possibilité de s'organiser pour garder leurs enfants et ainsi protéger les grands-parents et celles qui ne pourront pas car leur situation professionnelle ne leur permet pas.

Par cette annonce, le gouvernement reconnaît implicitement, après avoir nié pendant des semaines cette évidence, que les écoles, collèges, lycées et CIO sont des lieux de circulation du virus et de contamination.

Est-ce l'approche du solstice d'hiver qui rendrait les écoles, collèges et lycées plus perméables au virus ou craint-on que les rennes soient des vecteurs de la Covid 19 ?

La FSU exige donc des réponses sérieuses et responsables à la gravité de la situation sanitaire.

Dès la sortie du premier confinement, la FSU avait alerté sur la nécessité de prévoir un protocole sanitaire renforcé en cas de rebond épidémique et demander le recrutement d'enseignant.es sur les listes complémentaires (parmi les candidats admissibles aux concours) afin de pouvoir alléger les effectifs et adapter l'enseignement à la situation sanitaire et pédagogique. Proposition écartée d'un revers de la main par le gouvernement ...

Seule la mobilisation des personnels depuis la rentrée a permis d'organiser un enseignement hybride dans certains lycées mais sans aucun cadrage national malheureusement ... pendant que les écoles et les collèges restaient les grands oubliés !

La FSU 66 réitère sa revendication d'un protocole sanitaire adapté à la situation épidémique de manière à pouvoir assurer la continuité du service public d'éducation et rouvrir

les universités. Elle exige le recrutement d'agents titulaires supplémentaires (enseignant.es, agent.es techniques, personnels médico-sociaux et de vie scolaire) et dénonce un nouveau budget de rigueur pour l'éducation en 2021.

L'école a aussi besoin d'un plan d'urgence comprenant un recrutement massif de personnels d'enseignement ou exerçant des missions d'éducation ou d'accompagnement. La forte augmentation des effectifs constatés dans le second degré (+ 588) renforce ces besoins.

Le gouvernement doit d'urgence agir et apporter des réponses pérennes probantes et rapides permettant de poursuivre l'école en présentiel sous pandémie.

Le Conseil départemental du lundi 14 décembre a acté la reconstruction du collège Albert Camus et son déplacement afin de répondre à la volonté de reconquête de mixité sociale dans cet établissement.



La FSU se félicite de cette prise en compte, elle rappelle qu'elle porte cette volonté depuis de nombreuses années. Une première pierre symbolique ayant été posée en 2012 déjà à son initiative ...

De même les constructions nouvelles de Clairac et depuis lundi la programmation d'un collège au Boulou, sont autant de signes positifs qui sont donnés.

La présence de la région à ce CDEN, nous amène également à aborder la nécessité d'anticiper sur le besoin de formation en lycée et notamment en voie professionnelle. Il y a plusieurs années qu'un lycée professionnel fait fortement défaut, et sans doute à terme un lycée général et technologique dans le bassin de Thuir.